

L'HEURE DE LA SOUVERAINETE

EUROPEENNE

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION 2018



INTRODUCTION: UNE ARDENTE OBLIGATION D'ACTION ET DE VIGILANCE

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Parfois l'Histoire avance avec discrétion et à pas comptés et prend congé rapidement.

Tel est le cas lorsqu'il s'agit de l'action d'une Commission qui ne dispose que d'un mandat de cinq années pour changer le cours des choses.

La Commission actuelle est un épisode, un bref moment dans la longue histoire de l'Union européenne. L'heure du bilan définitif de la Commission que je préside n'est pas encore venue.

Donc je ne vous présenterai pas aujourd'hui un bilan de ce que nous avons pu faire au cours des quatre années écoulées.

Au contraire: je vous dis que **le travail continue pendant les douze mois à venir pour faire de l'Union européenne imparfaite une Union chaque jour plus parfaite.**

Il reste des choses à faire et c'est de cela que je voudrais vous parler ce matin.

Pas d'autosatisfaction. Pas de torsos bombés. Modestie et travail: voilà l'attitude que la Commission fera sienne, voilà notre agenda pour les mois à venir.

Parfois l'Histoire – l'Histoire au véritable sens du terme – s'invite dans la vie des nations sans préavis et tarde à la quitter.

Tel fut le cas au moment de la Grande Guerre qui en 1914 a pris le continent européen par surprise, tellement fut ensoleillée, calme, paisible, optimiste l'année 1913.

En 1913, les Européens s'attendaient à vivre durablement en paix. Et pourtant une guerre fratricide déferle sur l'Europe l'année suivante.

Je fais référence à cette période non pas parce que je croirais que nous serions au seuil d'une nouvelle catastrophe.

L'Union européenne est garante de paix. Soyons heureux de vivre sur un continent de paix, un continent qui connaît la paix grâce à l'Union européenne.

Respectons mieux l'Union européenne, ne salissons pas son image, défendons notre façon d'être et de vivre.

Disons oui au patriotisme qui n'est pas dirigé contre les autres. Disons non au nationalisme surfait qui rejette et déteste les autres, qui détruit, qui cherche des coupables au lieu de chercher des solutions qui nous permettent de mieux vivre ensemble.

Le pacte fondateur de l'Union européenne – plus jamais la guerre – reste une ardente exigence. Une ardente obligation de vigilance qui s'impose chez nous et autour de nous.

L'ETAT DE NOTRE UNION EN 2018

DES EFFORTS QUI PORTENT LEURS FRUITS

Mesdames et Messieurs les Députés,

Quel est l'état de l'Union européenne aujourd'hui, en 2018 ?

Dix ans après Lehman Brothers, l'Europe a largement tourné la page de la crise économique et financière qui nous est venue d'ailleurs et qui nous a frappés d'une façon très souvent brutale.

L'Union européenne a connu une croissance ininterrompue sur 21 trimestres.

L'emploi reprend des couleurs, avec près de 12 millions d'emplois créés depuis 2014. 12 millions d'emplois, c'est plus que la population de la Belgique.

Jamais autant de personnes – 239 millions d'hommes et de femmes – n'ont été au travail en Europe.

Le chômage des jeunes – première nuance – s'élève à 14,8%. Ce chiffre reste trop élevé, mais il se situe à son plus bas niveau depuis l'an 2000.

L'investissement est de retour en Europe, grâce notamment à notre Fonds européen pour les investissements stratégiques – que certains, de plus en plus rares, appellent encore le Plan Juncker, plan qui a généré 335 milliards d'euros d'investissements publics et privés. **Nous sommes en marche vers les 400 milliards.**

Et puis il y a la Grèce : après des années il faut dire douloureuses, après de graves problèmes sociaux sans précédent mais aussi d'une solidarité elle aussi sans précédent, la Grèce a réussi à mener à bien son programme et à se remettre sur pied. **Je salue les efforts herculéens du peuple grec, efforts que les autres Européens continuent à sous-estimer.** J'ai toujours défendu la Grèce, sa dignité, son rôle en Europe et notamment son maintien au sein de la zone euro. J'en reste fier.

L'Europe a aussi réaffirmé son statut de puissance commerciale. La puissance commerciale mondiale n'est rien d'autre que la preuve

de la nécessité de partager nos souverainetés. L'Union européenne a aujourd'hui des accords commerciaux avec 70 pays. Ensemble nous représentons 40% du PIB mondial. Ces accords – très souvent, mais à tort, contestés – nous aident à exporter vers les autres parties du monde des normes européennes élevées en matière de sécurité alimentaire, en matière de droit du travail, en matière environnementale, et n'oublions pas les droits des consommateurs.

Lorsqu'en juillet dernier, au cœur d'une dangereuse période de tensions internationales, je me suis rendu dans une même semaine à Pékin, Tokyo et Washington, j'ai pu parler, en tant que Président de la Commission, au nom du plus grand marché unique au monde. Au nom d'une Union qui compte pour un cinquième de l'économie mondiale. Au nom d'une Union prête à défendre ses valeurs et ses intérêts. J'ai présenté l'Europe comme un continent ouvert mais non pas comme un continent offert.

Fort de l'unité européenne que j'ai pu exposer en principe et en détail, j'ai pu faire entendre la voix de l'Union européenne pour obtenir des résultats concrets pour nos citoyens et nos entreprises.

Unis, nous, Européens, sommes, en tant qu'Union, devenus une force incontournable. A Washington, j'ai parlé au nom de l'Europe. Certains décrivent l'accord que j'ai pu obtenir à l'issue de mes négociations avec le Président Trump comme une surprise. Or il n'y a pas eu de surprise parce que l'Europe a su parler d'une seule voix.

L'Europe, là où c'est nécessaire, doit agir comme un seul homme.

UNE RESPONSABILITÉ GLOBALE

Nous l'avons prouvé lorsque nous n'avons cessé de défendre l'Accord de Paris sur le climat, parce que nous, Européens, **nous voulons laisser aux prochaines générations une planète plus propre.** Je partage les analyses de notre Commissaire à l'Energie en ce qui concerne les objectifs de réduction d'émissions de CO2

pour 2030. Elles sont scientifiquement exactes et politiquement nécessaires.

Les sécheresses de cet été rappellent avec brutalité et à l'évidence, non seulement aux agriculteurs, l'importance de ces efforts qui sont les nôtres pour assurer la sauvegarde de l'avenir des générations futures. On ne peut pas voir le défi qui est devant nous et regarder ailleurs. Nous Commission et vous Parlement, nous devons regarder vers l'avenir.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Le monde, qui n'arrête pas de tourner, est devenu plus volatile que jamais. Les défis extérieurs auxquels notre continent doit faire face se multiplient jour après jour.

Nous ne pouvons donc pas relâcher, ne serait-ce qu'une seconde, nos efforts pour bâtir une Europe plus unie.

L'Europe peut exporter la stabilité, comme nous l'avons fait avec les élargissements successifs de notre Union – qui pour moi sont et

restent des succès parce que nous avons réussi à réconcilier la géographie et l'histoire européennes. Mais il reste des efforts à faire. **Nous devons définir d'une façon irrévocable notre attitude vis-à-vis des Balkans occidentaux.** Autrement, d'autres se chargeront de façonner notre voisinage immédiat.

Regardons aussi autour de nous. Ce qui se passe à l'heure où nous sommes à Idlib en Syrie doit être pour nous tous une cause de préoccupation profonde et immédiate. **Nous ne pouvons pas rester silencieux face à l'imminence d'un désastre humanitaire qui en fait est un désastre annoncé.**

Le conflit syrien illustre comment l'ordre international dont les Européens ont su bénéficier depuis la Seconde Guerre mondiale est de plus en plus remis en cause.

Pour le reste, dans le monde d'aujourd'hui, l'Europe ne peut plus avoir l'assurance que les engagements qui furent pris hier seront encore tenus demain.

Les alliances d'hier ne seront peut-être plus les alliances de demain.

L'HEURE DE LA SOUVERAINETE EUROPEENNE

Mesdames et Messieurs,

Le monde d'aujourd'hui a besoin d'une Europe forte et unie.

Une Europe qui travaille en faveur de la paix, d'accords commerciaux et de relations monétaires stables, même si d'autres sont parfois enclins à choisir des guerres commerciales voire monétaires. En fait, je n'aime pas l'unilatéralisme irrespectueux des attentes et des espoirs des autres. **Je resterai toujours un multilatéraliste.**

Si l'Europe se rendait mieux compte de la puissance politique, économique et militaire de ses nations, nous pourrions abandonner le rôle exclusif de payeur global, chose que de toute façon nous voulons rester. **Nous devons devenir davantage un acteur global.**

C'est la raison pour laquelle, en dépit d'une forte résistance à l'époque, j'ai relancé en 2014, lors de ma campagne électorale, le projet d'une Union européenne de la défense. C'est pourquoi dans

les prochains mois la Commission continuera à travailler pour que le Fonds européen de défense et la Coopération permanente structurée dans le domaine de la défense deviennent pleinement opérationnels. Une précision – importante à mes yeux – à cet endroit: nous ne militariserons pas l'Union européenne. Nous voulons devenir plus responsables et plus indépendants.

Parce que seule une Europe forte et unie peut protéger nos citoyens des menaces extérieures – du terrorisme aux changements climatiques.

Seule une Europe forte et unie peut préserver les emplois dans un monde ouvert et interconnecté.

Seule une Europe forte et unie peut maîtriser les défis de la numérisation mondiale.

Nous, Européens, parce que nous sommes le plus grand marché unique au monde, nous pouvons établir des normes pour les mégadonnées, pour l'intelligence artificielle, pour l'automatisation, tout en défendant nos valeurs, les droits et l'individualité de nos citoyens. Nous pouvons le faire si nous sommes unis.

Une Europe forte et unie permet à ses États membres de décrocher les étoiles. C'est grâce à notre programme Galileo que l'Europe reste dans la course à l'espace. Aucun État membre n'aurait pu mettre en orbite 26 satellites dont bénéficient déjà aujourd'hui 400 millions d'utilisateurs dans le monde. Aucun État membre n'y serait parvenu seul. Galileo, oui, est un succès d'abord, sinon exclusivement, européen. **Sans l'Europe, pas de Galileo. Soyons-en fiers.**

Monsieur le Président,

La géopolitique nous apprend que **l'heure de la souveraineté européenne a définitivement sonné.**

L'heure pour l'Europe de prendre entre ses mains son destin. L'heure pour l'Europe de développer ce que j'ai appelé "*Weltpolitikfähigkeit*" – cette capacité à jouer un rôle, en tant qu'Union, pour prendre de l'influence sur le cours des affaires mondiales. L'Europe doit devenir davantage un acteur souverain dans les relations internationales.

La souveraineté européenne provient de la souveraineté nationale de nos États membres. Elle ne remplace pas ce qui est propre aux nations. Partager nos souverainetés – là où il le faut – rend chacun de nos États nations, plus fort.

Cette conviction qu'«unis nous sommes plus grands» est l'essence même de ce que veut dire faire partie de l'Union européenne.

La souveraineté européenne ne sera jamais dirigée contre les autres. L'Europe doit rester un continent d'ouverture et de tolérance. Elle va le rester.

L'Europe ne sera jamais une forteresse tournant le dos au monde et notamment au monde qui souffre. L'Europe ne sera jamais une île. L'Europe doit et va rester multilatérale. La planète appartient à tous et non seulement à quelques-uns.

Tel est aussi l'enjeu des élections au Parlement européen qui auront lieu en mai 2019. Nous mettrons à profit les 250 jours qui nous séparent des élections européennes pour apporter à nos concitoyens des preuves que lorsque nous agissons ensemble,

l'Union européenne peut obtenir des résultats et qu'elle respecte les engagements pris en début de ce mandat.

D'ici les élections européennes, **nous devons démontrer que l'Europe peut surmonter les différences entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, la gauche et la droite.** L'Europe est trop petite pour se diviser, une fois par deux, une fois par quatre.

Nous devons démontrer qu'ensemble nous pouvons semer les graines d'une Europe plus souveraine.

EINLÖSEN, WAS WIR VERSPROCHEN HABEN

Meine sehr geehrten Damen und Herren Abgeordneten,

wenn wir im Mai 2019 zur Wahl schreiten, wird es die Bürger Europas nicht interessieren, was die Kommission vorgeschlagen hat. Aber es wird sie in hohem Maße interessieren, dass die Internetgiganten dort Steuern zahlen, wo sie ihre Gewinne erwirtschaften. Die Wähler wollen – viele von Ihnen auch, wie ich weiß –, dass der diesbezügliche Vorschlag der Kommission rasch zum Gesetz wird. Die, die das wollen, haben absolut Recht.

Wenn die Europäer 2019 wählen, wird sie weniger der gute Wille der Kommission begeistern gegen Einwegplastik vorzugehen, um unsere Meere zu schützen. Wenn wir die Europäer von uns selbst und von der Richtigkeit unseres Tuns überzeugen wollen, dann brauchen wir ein europäisches Gesetz, das das Plastikverbot zementiert – so wie es die Kommission vorgeschlagen hat.

Wir alle erklären – meistens in Sonntagsreden –, dass wir in großen Fragen ehrgeiziger und in kleinen Fragen bescheidener sein

sollten. Doch die Europäer werden nicht applaudieren, wenn wir weiterhin zweimal im Jahr aufgrund europäischer Regulierung die Zeit umstellen müssen. Die Kommission schlägt heute vor, dies zu ändern. **Die Zeitumstellung gehört abgeschafft. Die Mitgliedstaaten – dies ist ein Gebot der Subsidiarität – sollen selbst entscheiden, ob ihre Bürger in Sommer- oder Winterzeit leben sollen.** Ich erwarte, dass Parlament und Rat dies ebenso sehen. **Die Zeit drängt.**

Überhaupt rufe ich uns alle dazu auf, in den kommenden Monaten eng zusammenzuarbeiten, damit wir das, was wir 2014 versprochen haben, rechtzeitig vor den Europawahlen einlösen können.

Als wir angetreten sind, haben wir alle gemeinsam versprochen, einen innovativen digitalen Binnenmarkt, eine vertiefte Wirtschafts- und Währungsunion, eine Bankenunion, eine Kapitalmarktunion, einen fairen Binnenmarkt, eine Energieunion mit einer zukunftsorientierten Klimapolitik, eine umfassende Migrationsagenda, eine Sicherheitsunion zu verwirklichen, und wir

haben uns – jedenfalls die meisten von uns – vorgenommen, die soziale Dimension Europas nicht weiter stiefmütterlich zu behandeln, sondern in Richtung Zukunft aufzustellen.

Die Kommission hat alle Vorschläge und Initiativen, die wir 2014 angekündigt haben, auf den Tisch gelegt. Die Hälfte davon wurde schon von Parlament und Rat verabschiedet,, 20% sind auf einem guten Weg, und 30% sind in teilweise schwierigen Beratungen.

Meine Damen und Herren,

Ich akzeptiere nicht, dass die Kommission für alle Fehlleistungen – die es selbstverständlich gab – allein haftbar gemacht wird. Unsere Vorschläge sind bekannt, sie sollen angenommen und umgesetzt werden. Ich werde auch in Zukunft nicht zulassen – auch wenn es so kommen wird –, dass die Kommission alleine zum Sündenbock gemacht wird. Sündenböcke sitzen in allen Institutionen, die wenigsten davon in der Kommission und im Parlament.

Führung auf breitester Front bleibt angesagt. Dies trifft auch in puncto Vollendung unserer **Sicherheitsunion** zu. Die Europäer

erwarten, dass die Europäische Union sie beschützt. **Deshalb schlägt die Kommission heute neue Regeln vor, um terroristische Propaganda binnen einer Stunde aus dem Internet zu entfernen** – eine Stunde ist nämlich das entscheidende Zeitfenster während dessen Öffnung größter Schaden angerichtet werden kann. Zudem schlagen wir vor, **die Aufgaben der neu geschaffenen Europäischen Staatsanwaltschaft auf die Bekämpfung terroristischer Taten auszuweiten**. Wir müssen Terroristen unionsweit und grenzüberschreitend verfolgen können. Terroristen kennen keine Grenzen. **Wir sollten uns durch Nichtzusammenarbeit nicht zu ihren Komplizen machen.**

Aus diesem Grund schlagen wir heute auch **neue Maßnahmen vor, um effektiv und grenzüberschreitend gegen Geldwäsche vorgehen zu können.**

Genauso entschlossen müssen wir vorgehen, um freie und faire Wahlen in Europa zu schützen. **Deshalb schlägt die Kommission heute neue Regeln vor, um unsere demokratischen Prozesse**

gegen Manipulation durch Drittstaaten oder auch – ja, auch das gibt es – private Interessen abzusichern.

Führung und Kompromisswillen sind natürlich ganz besonders in **Migrationsfragen** dringend geboten. Wir haben hier mehr Fortschritte gemacht als oft behauptet wird. Fünf von sieben Kommissionsvorschlägen zur Neugestaltung eines gemeinsamen Europäischen Asylsystems wurden angenommen. Unsere Anstrengungen haben Erfolg gezeigt, es gibt 97% weniger Flüchtlinge im östlichen Mittelmeerraum und um 80% weniger Flüchtlinge entlang der zentralen Mittelmeerroute. EU-Einsätze trugen seit 2015 zur Rettung von mehr als 690.000 Menschen auf hoher See bei.

Allerdings haben die Mitgliedstaaten noch nicht das richtige Verhältnis zwischen Verantwortung eines jeden Landes für sein eigenes Hoheitsgebiet und der nötigen Solidarität untereinander gefunden. Diese Solidarität müssen die Mitgliedstaaten aber an den Tag legen, wenn sie den Schengenraum ohne Binnengrenzen erhalten wollen. **Ich bin und bleibe gegen Binnengrenzen. Sie**

müssen, dort wo es sie inzwischen wieder gibt, abgeschafft werden. Blieben sie erhalten, wäre dies ein nicht akzeptabler Rückschritt europäischen Seins und Werdens.

Die Kommission und mehrere Ratspräsidenten haben zahlreiche Kompromissvorschläge vorgelegt. **Ich fordere die österreichische Ratspräsidentschaft auf, jetzt entscheidende Schritte einzuleiten, um zukunftsfähige Lösungen für eine ausgewogene Migrationsreform zu erarbeiten.** Wir können nicht bei der Ankunft jedes neuen Schiffes weiter über Ad-hoc-Lösungen für die Menschen an Bord streiten. Ad-hoc-Lösungen reichen nicht aus. **Wir brauchen mehr Gegenwarts- und Zukunftssolidarität – Solidarität muss von Dauer sein.**

Wir brauchen mehr Solidarität, weil wir mehr Effizienz brauchen. Dies trifft auch zu, wenn wir einen **verstärkten Katastrophenschutz** in die Wege leiten möchten. Wenn es in einem Land brennt, brennt es überall in Europa. Zu den eindrucksvollen Bildern dieses Sommers gehören nicht die Brände,

sondern der Applaus, den vom Feuer bedrohte Schweden polnischen Feuerwehrleuten gespendet haben – *Europe at its best*.

Zurück zur Migration. **Wir legen heute einen Vorschlag zur Stärkung der Europäischen Grenz- und Küstenwache vor.**

Außengrenzen müssen effizienter geschützt werden. Deshalb schlagen wir vor die Zahl europäischer Grenzschutzbeamten, die vom europäischen Haushalt finanziert werden, bis zum Jahre 2020 auf 10.000 Grenzschrützer zu erhöhen.

Wir legen heute auch einen Vorschlag zum Ausbau der Europäischen Asylagentur vor. Mitgliedstaaten brauchen stärkere europäische Unterstützung bei der Bearbeitung von Asylanträgen – einer Bearbeitung, die im Einklang mit der Genfer Konvention zu stehen hat.

Und wir legen einen Vorschlag vor um die Rückführung irregulär eingereister Migranten zu beschleunigen. Die Kommission stellt sich dieser Aufgabe gemeinsam mit den Mitgliedstaaten.

Ich wiederhole meinen Wunsch, der einer Aufforderung gleichkommt, **legale Einwanderungswege in die Europäische Union zu öffnen. Wir brauchen qualifizierte Migranten.** Auch hierzu liegen konkrete Kommissionsvorschläge seit langem auf dem Tisch, ich erinnere an diese heute mit besonderem Nachdruck.

Monsieur le Président,

Je voudrais vous parler de l'avenir et donc de notre continent cousin qui est l'**Afrique.**

D'ici à 2050, l'Afrique comptera 2,5 milliards d'habitants. Une personne sur quatre sera africaine.

Nous devons investir davantage dans nos relations avec ce grand et noble continent et ses nations individuelles. Nous devons arrêter d'envisager cette relation africano-européenne dans la seule perspective d'un donneur d'aide au développement. Une telle approche serait insuffisante. En fait, humiliante.

L'Afrique n'a pas besoin de charité, elle a besoin de partenariat équilibré, d'un vrai partenariat. Et nous, Européens, avons besoin au même titre de ce partenariat.

En préparant ce discours, j'ai parlé avec mes amis africains, notamment avec Paul Kagame, président de l'Union africaine. Nous sommes tombés d'accord pour que **l'avenir, ce sont des engagements réciproques. Nous voulons construire un nouveau partenariat avec l'Afrique.**

La Commission propose aujourd'hui **une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe, une alliance pour des investissements et des emplois durables.** Cette alliance – telle que nous l'envisageons – permettrait de créer jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique au cours des cinq prochaines années.

Nous voulons créer un cadre permettant d'attirer davantage d'investissements privés vers l'Afrique.

A vrai dire, nous ne partons pas de zéro: notre fonds d'investissement extérieur, lancé il y a deux ans, mobilisera plus de 44 milliards d'euros d'investissements dans les secteurs public et

privé en Afrique. Les projets déjà prévus et engagés mobiliseront 24 milliards d'euros.

Nous concentrerons nos investissements dans les domaines où les investissements feront une véritable différence. D'ici à 2020, l'Union européenne aura soutenu 35 000 étudiants et chercheurs africains grâce à notre programme Erasmus. Jusqu'à 2027, ce chiffre doit être porté à 105 000.

Le commerce entre l'Afrique et l'Europe n'est pas sans importance. 36 % du commerce de l'Afrique se fait avec l'Union européenne. Mais les échanges commerciaux ne sont pas suffisants. Je suis convaincu que nous devrions faire évoluer les nombreux accords commerciaux entre l'Afrique et l'Union européenne **vers un accord de libre-échange de continent à continent, un partenariat économique entre partenaires égaux.**

Mr President,

Ladies and Gentlemen,

Another issue where I see a strong need for the Union for leadership is **Brexit**. I will not enter into the details of the negotiations, which are being masterfully handled by my friend Michel Barnier. He works on the basis of a unanimous position confirmed time and again by the 27 Member States. However, allow me to recall three principles which should guide our work on Brexit in the months to come.

First of all, we respect the British decision to leave our Union, even though we continue to regret it deeply. But we also ask the British government to understand that someone who leaves the Union cannot be in the same privileged position as a Member State. If you leave the Union, you are of course no longer part of our single market, and certainly not only in the parts of it you choose.

Secondly, **the European Commission, this Parliament and all other 26 Member States will always show loyalty and solidarity with Ireland when it comes to the Irish border**. This is why we want to find a creative solution that prevents a hard border in Northern Ireland. But we will equally be very outspoken should the

British government walk away from its responsibilities under the Good Friday Agreement. **It is not the European Union, it is Brexit that risks making the border more visible in Northern Ireland.**

Thirdly, after 29 March 2019, **the United Kingdom will never be an ordinary third country for us.** The United Kingdom will always be a very close neighbour and partner, in political, economic and security terms.

In the past months, whenever we needed unity in the Union, Britain was at our side, driven by the same values and principles as all other Europeans. This is why Michel Barnier and I welcome Prime Minister May's proposal to develop an ambitious new partnership for the future, after Brexit. We agree with the statement made in Chequers that the starting point for such a partnership should be a free trade area between us.

On the basis of these three principles, the Commission's negotiators stand ready to work day and night to reach a deal. We owe it to our citizens and our businesses to ensure the United Kingdom's withdrawal is orderly and that there is stability

afterwards. It will not be the Commission that will stand in the way of this, I can assure you of that.

UNE PERSPECTIVE CONVAINCANTE POUR L'AVENIR

Mesdames et Messieurs les Députés,

D'ici les élections européennes et d'ici le sommet qui aura lieu à **Sibiu**, en Roumanie le 9 mai 2019, beaucoup de travail reste à faire.

A Sibiu, il faudra convaincre nos concitoyens que sur l'essentiel, nous partageons la même conception de la finalité de notre Union. Les peuples européens n'aiment pas l'incertitude et les finalités diffuses. Ils aiment des indications claires, ils détestent les à-peu-près et les demi-mesures.

C'est tout l'enjeu de l'agenda européen sur la voie vers le sommet de Sibiu – qui se tiendra six semaines après le Brexit et seulement deux semaines avant les élections européennes.

D'ici Sibiu, nous devons **ratifier l'accord de partenariat entre l'Union européenne et le Japon**, pour des raisons aussi bien économiques que géopolitiques.

D'ici le sommet de Sibiu, nous avons pour devoir de négocier un accord de principe sur le **budget de l'Union européenne** après 2020.

Si nous voulons – et il faudra que nous le fassions – donner aux jeunes Européens la chance d'exploiter au maximum les possibilités offertes par un programme Erasmus qui mérite de disposer de plus de moyens de financement, il faudra que nous décidions de cette enveloppe – ainsi que d'autres enveloppes – avant les élections européennes.

Si nous voulons donner plus d'opportunités à nos chercheurs et à nos start-ups, pour éviter qu'un manque de ressources conduise à

une réduction drastique du nombre des postes de chercheur, il faudra décider avant les élections européennes.

Si nous voulons, sans nous militariser, multiplier par vingt les dépenses en matière de défense, nous devons décider rapidement.

Si nous voulons consacrer 23% d'investissements de plus pour l'Afrique, il faudra décider rapidement.

D'ici l'année prochaine, nous aurons aussi à développer davantage le **rôle international de l'euro**. Après seulement vingt années d'existence – et en dépit des voix déclinistes qui nous ont accompagnés sur ce trajet – l'euro a déjà un riche parcours derrière lui.

L'euro est devenu la deuxième monnaie la plus utilisée au monde. 60 pays lient d'une manière ou d'une autre leur propre monnaie à l'euro. **Mais nous devons faire plus pour permettre à notre monnaie unique de jouer pleinement son rôle sur la scène internationale.**

Des évènements récents ont mis en lumière la nécessité d'approfondir notre Union économique et monétaire et de construire des marchés des capitaux liquides et profonds. De nombreuses propositions de la Commission en ce domaine n'attendent qu'à être adoptées par ce Parlement et le Conseil.

Mais nous pouvons et devons aller plus loin. Il est aberrant que l'Europe règle 80% de sa facture d'importation d'énergie – qui s'élève à 300 milliards d'euros par an – en dollars américains alors que 2% seulement de nos importations d'énergie nous proviennent des Etats-Unis. Il est aberrant que les compagnies européennes achètent des avions européens en dollars et non pas en euros.

C'est la raison pour laquelle la Commission présentera avant la fin de l'année en cours des initiatives pour renforcer le rôle international de l'euro. **L'euro doit devenir l'instrument actif de la nouvelle souveraineté européenne.** Et pour cela, la première chose à faire est de mettre notre maison en ordre en renforçant notre Union économique et monétaire, comme nous avons commencé à le faire.

Et toujours sur la voie vers Sibiu, je voudrais que nous réalisions des progrès tangibles en ce qui concerne le renforcement de notre politique étrangère. Il faudra renforcer notre **capacité à parler d'une seule voix en matière de politique étrangère**. Il n'est pas normal que l'Europe se réduise elle-même au silence lorsqu'au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève nous ne pouvons pas parler haut et fort pour condamner les violations des droits de l'homme commises en Chine. Et ce parce qu'un Etat membre a pu bloquer toute décision en la matière. Il n'est pas normal que l'Europe soit prise en otage lorsqu'il s'agit de renouveler notre embargo sur les armes frappant la Biélorussie ou lorsqu'il s'agit de prendre des sanctions à l'égard du Venezuela, faute d'unanimité.

C'est la raison pour laquelle aujourd'hui la Commission vous propose à nouveau de passer au vote à la majorité qualifiée dans des domaines précis de nos relations extérieures. Je répète le message qui fut le mien l'année passée de passer au vote à la majorité qualifiée dans des domaines précis. Pas dans tous les

domaines mais dans des domaines précis: droits de l'homme, missions civiles et autres.

Le Traité actuellement permet au Conseil européen de prendre une décision dans ce sens, et **j'estime que le temps est venu de faire usage de cette "beauté oubliée" du Traité de Lisbonne.**

Je pense par ailleurs que pour certaines matière relevant de la fiscalité, nous devrions pouvoir décider également par majorité qualifiée.

Un mot pour dire que notre façon de discuter de nos désaccords m'interpelle de plus en plus. Les échanges polémiques entre gouvernements et entre institutions se font de plus en plus nombreux. Mais **ce ne sont pas les propos polémiques et souvent blessants qui permettent à la construction européenne d'avancer.**

Ce n'est pas seulement une tonalité regrettable lorsque les forces politiques discutent entre elles. C'est aussi vrai pour la façon dont certains traitent, parce qu'ils veulent mettre fin à tout débat, les médias et les journalistes. L'Europe doit rester la place de la liberté

de la presse. De trop nombreux journalistes sont intimidés, attaqués, parfois même assassinés. **Il faudra d'avantage protéger nos journalistes, qui eux aussi sont des acteurs importants de notre démocratie.**

D'une façon générale nous devons retrouver les vertus du compromis. Rechercher le compromis n'implique pas le sacrifice de nos convictions ni du libre débat qui respecte le point de vue des autres, de nos valeurs.

La Commission s'oppose à tous les efforts visant à porter atteinte à l'Etat de droit. Nous restons préoccupés par l'évolution des débats dans certains de nos Etats membres. Le recours à l'article 7, oui, relève de la menace. Mais **l'article 7 doit s'appliquer là où l'Etat de droit est en danger.**

Le premier vice-président Timmermans effectue un travail remarquable mais très souvent solitaire pour défendre l'Etat de droit. Il bénéficie de mon ferme appui personnel et de celui de toute la Commission.

Il y a un point sur lequel nous ne devons pas transiger: les arrêts de la Cour de Justice de l'Union européenne doivent être respectés et exécutés. C'est essentiel. L'Union européenne est une communauté de droit. **Le respect de la règle de droit et le respect des décisions de justice ne sont pas une option mais une obligation.**

CONCLUSION

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

En introduisant non pas mon dernier discours mais mon dernier discours sur l'état de l'Union européenne, je vous ai parlé de l'Histoire, de la petite histoire qui couvre le mandat de cette Commission, et de la grande Histoire qui est celle de l'Europe.

Nous sommes tous, les uns et les autres, responsables de l'Europe telle qu'elle est. Nous serons tous responsables, les uns et les autres, de l'Europe qui sera.

L'Histoire est ainsi faite: les Parlements et les Commissions passent, l'Europe reste. Pour que l'Union européenne devienne ce qu'elle doit être, nous devons tirer plusieurs leçons majeures.

Je voudrais que l'Europe quitte les gradins du stade mondial. L'Europe ne doit pas être un spectateur, un commentateur en marge de l'Histoire. Elle doit être un acteur constructif, un façonneur, un architecte du monde de demain.

Il y a une forte demande d'Europe à travers le monde. Pour satisfaire cette demande pressante, il faudra que sur la scène internationale l'Europe s'exprime d'une seule voix. Dans le concert des nations, la voix européenne doit être intelligible, compréhensible, distinguable pour être écoutée et entendue. Federica Mogherini a fait avancer la cohérence diplomatique de l'Union européenne. Ne retombons pas dans l'incohérence des diplomaties nationales concurrentes et parallèles. La diplomatie européenne doit être une. Notre solidarité multilatérale doit être entière.

Je voudrais que dorénavant nous fassions de plus grands efforts pour rapprocher l'Est et l'Ouest de l'Europe. Mettons un terme à ce triste spectacle de la division intra-européenne. Notre continent et ceux qui ont mis fin à la guerre froide méritent mieux.

Je voudrais que l'Union européenne prenne davantage soin de sa dimension sociale. Ceux qui ignorent les attentes justifiées des travailleurs et des petites entreprises font courir un grand risque à

la cohésion de nos sociétés. Transformons les intentions du sommet de Göteborg en règles de droit.

Je voudrais que les élections l'année prochaine soient un grand moment pour la démocratie européenne. Je souhaite que l'expérience des *Spitzenkandidaten* soit renouvelée. Pour moi, cette expérience sera d'autant plus crédible le jour où nous aurons de véritables listes transnationales. **Je souhaite que ces listes transnationales soient en place au plus tard pour les prochaines élections européennes en 2024.**

Je voudrais avant tout que nous disions non au nationalisme malsain et que nous disions oui au patriotisme éclairé. Gardons à l'esprit que le patriotisme du 21^e siècle est à double dimension, l'une nationale, l'autre européenne, les deux ne s'excluant pas.

J'aime, disait le philosophe français Blaise Pascal, les choses qui vont ensemble. **Pour tenir sur leurs deux jambes, nations et Union européenne doivent marcher ensemble.** Celui qui aime l'Europe doit aimer les nations qui la composent, celui qui aime sa nation doit aimer l'Europe. Le patriotisme est une vertu, le

nationalisme borné est un mensonge accablant et un poison pernicieux.

En un mot: restons fidèles à ce que nous sommes.

Plantons aujourd'hui les arbres à l'ombre desquels nos arrière-petits-enfants, d'où qu'ils viennent, de l'Est ou de l'Ouest, du Sud ou du Nord, puissent grandir et respirer en paix.

Il y a quelques années je vous ai dit ici même que l'Europe était la grande affaire de ma vie. Oui, j'aime l'Europe et je continuerai de le faire.